

Les Français de plus en plus perplexes sur la libéralisation de l'électricité

Le 07 avril 2010 par Valéry Laramée de Tannenber



Trois ans après l'ouverture pour tous des marchés de l'électricité et du gaz à la concurrence, particuliers, maires et chefs d'entreprise sont plus que jamais dubitatifs.

Est-ce l'effet de la crise économique, de la hausse du tarif de gaz ou des coupures d'électricité imputables aux tempêtes hivernales? On ne sait. Ce qui est certain, en revanche, c'est que les Français sont de plus en plus réservés sur l'intérêt de l'ouverture à la concurrence des marchés de l'énergie. C'est du moins ce qu'il ressort de la lecture du 6e baromètre annuel, publié mardi 6 avril par la Fédération nationale des autorités concédantes et régies (FNCCR).

Et en cette fin d'hiver, les particuliers se montrent parmi les plus frileux.

95% des personnes interrogées par l'Ifop déclarent ne pas vouloir changer de fournisseurs d'énergie. En juin 2006, un an avant la libéralisation des marchés de l'électricité et du gaz, 25% d'entre eux annonçaient vouloir changer d'électricien ou de gazier. Les prix trop élevés des fournisseurs historiques (EDF pour l'électricité, Suez GDF pour le gaz) semblent être le principal frein des consommateurs: 49% seraient prêts à faire jouer la concurrence si les prix proposés par les nouveaux arrivants étaient moins chers que ceux pratiqués par les deux énergéticiens tricolores.

Mais ce n'est pas tout. Près d'un Français sur 4 pourraient quitter leur fournisseur si des offres d'énergie verte (il y en a pourtant) leur étaient faites. Reste à savoir qui pourrait faire de telles propositions. Bonne question, à laquelle plus d'un Français sur deux est incapable de répondre, faute de connaître les noms des principaux concurrents d'EDF et de GDF Suez.

Les maires sont-ils plus entrepreneurs que les citoyens? Pas vraiment. A peine 4% «envisagent» que leur commune achète électricité ou gaz chez un autre fournisseur. Les édiles savent-ils seulement que cette possibilité existe? A l'évidence. Car 98% des interviewés savent que les marchés sont ouverts à la concurrence. En revanche, ils sont 91% à ignorer que les réseaux de distribution de gaz et d'électricité leur appartiennent.

Quid des chefs d'entreprise? Là encore, le bilan n'est pas brillant: 6% d'entre eux veulent changer de fournisseur. Pis, seuls 5% considèrent que la déréglementation a eu un effet positif pour leur activité. Manque d'info? Pas du tout: plus de 90% savent que les marchés sont ouverts, mais ils ne sont plus que 17% à comparer les offres des différents prestataires.

Quels qu'ils soient, les énergéticiens, et notamment les deux historiques, ne s'en tirent pas avec les honneurs. Un maire sur 7 estime qu'il y a trop de coupures d'électricité, contre respectivement 7% et 8% pour les particuliers et les chefs d'entreprise. Tous les segments du panel considèrent que la qualité des services techniques et commerciaux des fournisseurs d'énergie diminue d'année en année depuis 2004.